

## Parliamentarians worldwide care about the fate of their colleagues in Myanmar

The Inter-Parliamentary Union, through its Committee on the Human Rights of Parliamentarians, has spearheaded efforts to inform parliamentarians around the world about the plight of their colleagues in Myanmar, calling for international parliamentary action to help bring about change.

*The IPU Governing Council reaffirms its conviction that «the National Convention, in its present form, is designed to prolong and legitimize military rule against the will of the people as expressed in the 1990 elections, and that any transition towards democracy will fail as long as it is not genuinely free, transparent and reflective of the people's will, and preceded by the unconditional release of all political prisoners and the lifting of all restrictions on human rights and political activity».*

(179<sup>th</sup> session, Geneva, October 2006)

Its calls have not gone unheeded. Many parliamentarians have launched campaigns, presented parliamentary motions, issued press releases and created parliamentary support groups to show solidarity and help persuade the authorities in Myanmar to start talks on a democratic transition.

The IPU has always believed that action by parliaments in the region would send a strong message to the Myanmar authorities. One source of hope is that parliamentarians in South-East Asia have gone down this path. In 2004, they set up the ASEAN Inter-Parliamentary Myanmar Caucus, which has been actively pressing for a democratic transition in Myanmar. The IPU fully supports this initiative and hopes that its impact will grow stronger and that more members will join the Caucus.

*«In its nine years of ASEAN membership, Myanmar has consistently been problematic for and an embarrassment to its neighbours. Myanmar's so-called roadmap to democracy has been exposed as a sham: the 13-year old National Convention to draft a new constitution is illegitimate and unrepresentative, elected political leaders remain imprisoned, and the humanitarian crisis has escalated.»*

ASEAN Inter-Parliamentary Caucus: Statement of the International Conference on Burma and Democracies in Transition, July 2006.

## Dans le monde entier, les parlementaires ne restent pas insensibles au sort de leurs collègues du Myanmar

Par l'intermédiaire de son Comité des droits de l'homme des parlementaires, l'Union interparlementaire n'a ménagé aucun effort pour informer les parlementaires du monde entier du sort réservé à leurs collègues du Myanmar, en appelant à une campagne parlementaire internationale pour le changement au Myanmar.

*Le Conseil directeur réaffirme sa conviction que «la Convention nationale, sous sa forme actuelle, est destinée à prolonger et à légitimer la junte militaire contre la volonté du peuple telle qu'elle s'est exprimée lors des élections de 1990 et que toute transition vers la démocratie échouera tant qu'elle ne sera pas authentiquement libre, transparente et conforme à la volonté du peuple et n'aura pas été précédée de la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques et de la levée de toutes les restrictions aux droits de l'homme et à l'activité politique».*

(179<sup>ème</sup> session, Genève, octobre 2006)

Cet appel n'a pas été vain. De nombreux parlementaires ont lancé des campagnes, présenté des motions parlementaires, publié des communiqués de presse et créé des groupes parlementaires de soutien pour manifester leur solidarité et persuader les autorités du Myanmar d'entamer des négociations pour préparer une transition démocratique.

L'UIP a toujours défendu l'idée que l'intervention de parlementaires de la région représenterait un message fort à l'intention des autorités du Myanmar. La démarche entreprise par des parlementaires d'Asie du Sud-Est est donc source d'espoir. Le Groupe de pression interparlementaire de l'ASEAN sur le Myanmar, créé en 2004, œuvre activement en faveur d'une transition démocratique dans ce pays. L'UIP apporte un soutien sans faille à cette initiative dans l'espoir de voir croître le nombre des membres de ce groupe de pression et donc son impact.

*«Au cours de ses neuf années de participation à l'ASEAN, le Myanmar a, de façon constante, posé des problèmes et embarrassé ses voisins. Sa prétendue feuille de route pour la démocratie a été dénoncée comme une imposture : la convention nationale, vieille de 13 ans, qui est chargée de rédiger une nouvelle constitution n'est ni légitime ni représentative, des leaders politiques sont toujours emprisonnés et la crise humanitaire s'est aggravée.»*

Groupe de pression interparlementaire de l'ASEAN : déclaration de la Conférence internationale sur la Birmanie et les démocraties en transition, juillet 2006

A rally in Kathmandu, Nepal, in favor of the release of all political prisoners in Myanmar - May 2001  
Manifestation à Katmandou (Népal) pour la libération de tous les prisonniers politiques au Myanmar - Mai 2001

